

**Union européenne - Conseil
agriculture et pêche - Une
coopération plus étroite et une
solidarité renforcée pour garantir la
sécurité de l'approvisionnement en
gaz - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 09 octobre 2017)

Le Conseil a adopté aujourd'hui un règlement révisé concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. L'acte législatif entrera en vigueur quatre jours après sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Le règlement a pour objectif général de renforcer la sécurité énergétique de l'Union européenne, de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne ses approvisionnements énergétiques et de lui permettre de faire face plus rapidement et plus efficacement à d'éventuelles crises en matière d'approvisionnement en gaz.

Il contribuera en outre à un meilleur fonctionnement du marché intérieur de l'énergie, ainsi qu'à renforcer la confiance et la solidarité, tant à l'intérieur de l'UE qu'avec ses partenaires de la Communauté de l'énergie.

Les principaux éléments du règlement sont les suivants :

-
 - une coopération et une coordination régionales renforcées reposant sur des groupes d'États membres constitués sur la base du risque ;
 - des plans d'action préventifs et des plans d'urgence régionaux obligatoires, ainsi que des évaluations régionales des risques, que tous les États membres appartenant au même groupe de risque élaboreront conjointement ;
 - un mécanisme de solidarité, qui sera obligatoirement appliqué dans des scénarios de crise extrême ;
 - un contrôle accru des dispositions des contrats de fourniture de gaz ;
 - des obligations spécifiques des États membres de l'UE à l'égard de la Communauté de l'énergie, ainsi que des compétences conférées à la Commission pour coordonner l'application du cadre juridique entre l'UE et la Communauté de l'énergie.
 -
- Ce règlement, ainsi que la décision relative aux accords intergouvernementaux, constituent deux des principaux éléments de la stratégie pour l'union de l'énergie.

Contexte

En mars 2015, le Conseil européen a déclaré que l'UE était résolue à mettre en place une union de l'énergie et a préconisé, entre autres, d'accélérer les projets d'infrastructure pour l'électricité et le gaz, y compris les interconnexions en particulier vers les régions périphériques, afin d'assurer la sécurité énergétique et le bon fonctionnement du marché intérieur de l'énergie.

Le 16 février 2016, la Commission a présenté une proposition visant à remplacer le règlement (UE) n°994/2010 du Conseil.

Le 13 octobre 2016, la commission ITRE du Parlement européen a voté sur le rapport ainsi que sur le mandat de négociation du PE.

À la suite des travaux approfondis menés sous les présidences néerlandaise et slovaque et de quatre trilogues tenus sous la présidence maltaise, le Conseil est parvenu à un accord avec le Parlement européen le 26 avril 2017./.